

Unité départementale Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 22/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOLVALOR SEINE

16, chemin du Halage – BP 207
76300 SOTTEVILLE-LES-ROUEN

Références : UDRD.2024.10.T.752.SB.BrJ
Code AIOT : 0005802920

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2024 dans l'établissement SOLVALOR SEINE implanté 16, chemin du halage - BP 207 - 76300 Sotteville-lès-Rouen. L'inspection a été annoncée le 26/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre du programme de suivi des installations classées pour l'année 2024, l'inspection s'est rendue le 23 septembre 2024 sur le site exploité par la société SOLVALOR SEINE, chemin du Halage à Sotteville-lès-Rouen afin de procéder à une visite d'inspection sur les thématiques suivantes : action nationale sur les substances per - et polyfluoroalkylées PFAS dans les rejets aqueux des ICPE relevant du régime de l'autorisation, et l'entretien et le suivi des lagunes de stockage des eaux de ruissellement du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLVALOR SEINE
- 16, chemin du Halage - BP 207 - 76300 Sotteville-lès-Rouen
- Code AIOT : 0005802920
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOLVALOR SEINE est autorisée par arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 à exploiter une plate-forme fluviale de transit et valorisation de terres, déblais de chantier et déchets du BTP inertes et non inertes sur les communes de Sotteville-lès-Rouen et Amfreville-la-Mivoie.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Exigences pour le prélèvement	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Porter-à-connaissance	Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 1.5.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Eaux pluviales internes	Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 4.3.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une nouvelle analyse de contrôle sur les PFAS en sortie du bassin n° 4 est à réaliser sous deux mois afin de s'assurer du bon fonctionnement du dispositif de captage (au charbon actif) des substances PFAS mis en place par l'exploitant suite aux 3 campagnes réalisées en 2023.

Il est attendu de la part de l'exploitant un nouveau porter-à-connaissance sous un délai d'un mois comportant :

- les réponses aux demandes transmises par courriel du 1^{er} mars 2024 (détermination des capacités de traitement du plâtre, actualisation de l'étude risque sanitaire et les actions envisagées pour limiter les envois de poussières...) suite à l'instruction du porter-à-connaissance en date du 29 septembre 2023 ;
- les dernières modifications (déplacement de l'activité "plâtres", l'abandon de la construction d'un bâtiment administratif...) évoquées lors de la présente inspection.

Le nouveau bassin n° 5 (ou lagune n° 5) stockant les eaux pluviales susceptibles d'être polluées doit aussi faire l'objet d'une autosurveillance au même titre que le bassin n° 4 (ou lagune n° 4) avant rejet en Seine et le rapport d'analyse sur les PFAS en sortie du bassin n° 5 est attendu au plus tard sous un délai d'un mois.

Enfin, une attention particulière est également attendue sur la gestion des eaux pluviales de la future extension.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : L'exploitant précise avoir établi sa liste des substances PFAS susceptibles d'être rejetées par les installations à partir de l'historique du site et des analyses de sols effectuées dans le cadre de sa procédure d'acceptation de déchets. L'exploitant déclare ne pas avoir d'autres substances que celles qui sont dans la liste des 20 substances obligatoires de l'arrêté du 20 juin 2023 susvisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats : Le site est soumis aux rubriques n° 2791 et 3510 impliquant un délai de 9 mois à partir du 27 juin 2023 soit au 27 mars 2024 pour réaliser la 1 ^{re} campagne de recherche de substance PFAS. L'inspection constate que l'exploitant a effectué dans le délai, les 3 campagnes d'analyse : en septembre, octobre et novembre 2023 avec un organisme agréé. L'exploitant déclare que les prélèvements ont été réalisés en sortie du bassin n° 3 avant rejet en Seine.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
Prescription contrôlée : Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : L'inspection constate que l'organisme mandaté ne semble pas accrédité COFRAC (Comité Français d'accréditation) pour les PFAS dans l'attestation d'accréditation (valable du 01/03/23 au 29/02/2028) remis le jour de l'inspection. L'organisme est bien accrédité pour l'échantillonnage en vue d'analyses physico-chimiques et microbiologiques mais pas pour analyser les PFAS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n° 1 : l'exploitant transmettra à l'inspection au plus tard sous un délai d'un mois le justificatif d'accréditation de l'organisme mandaté pour les analyses PFAS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Exigences pour le prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
Prescription contrôlée : Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures.

Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.

Constats :

L'exploitant déclare que le laboratoire a réalisé lui-même les prélèvements sur le bassin n° 4 par bâchée (sur 3 heures de rejet) dans les conditions normales d'activité, le site ne rejetant pas en continu en Seine.

Concernant le nouveau bassin n° 5 (en service depuis le dernier trimestre 2023), il collecte les eaux pluviales susceptibles d'être polluées ruisselantes sur la zone de stockage de matériaux non dangereux et inertes et de circulation des véhicules (via le rotolue) avant rejet en Seine. L'analyse des eaux du bassin en date du 31 octobre 2023 ne relève pas de non-conformité par rapport aux valeurs limites de l'arrêté d'autorisation. Toutefois, les PFAS n'ont pas été mesurés, l'exploitant se justifiant par l'absence d'activité sur cette zone et seulement du stockage de déchets non dangereux et inertes. Après la visite, l'exploitant a indiqué dans son courriel du 30 septembre 2024 avoir programmé une analyse des eaux résiduaires stockées dans le bassin n° 5 sur les PFAS.

Les rejets d'eaux du bassin n° 5 font désormais l'objet d'analyse avant rejet en Seine sur les mêmes paramètres et fréquences que les rejets issus du bassin n° 4. Cette modification sera intégrée aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site lors d'une mise à jour.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 2 : l'exploitant transmettra à l'inspection au plus tard sous un délai d'un mois, le rapport d'analyse sur les PFAS en sortie du bassin n° 5 afin de confirmer qu'aucune substance PFAS n'est quantifiée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification

Prescription contrôlée :

Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.

Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.

Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.

Constats :

L'inspection constate que les limites de quantification LQ ne dépassent pas celles fixées par l'arrêté ministériel. Toutefois, aucune information sur la LQ de l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) n'est indiquée.

<p>Les analyses relèvent la présence de PFAS sur les 3 campagnes pour des valeurs allant de 0,32 à 1,09 µg/L.</p> <p>L'exploitant indique avoir installé un filtre à charbon en sortie du bassin n° 4 afin de capter ces substances PFAS. Les filtres usagés sont ensuite envoyés dans une filière d'élimination de désorption thermique aux Pays-Bas.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n° 3 : l'exploitant réalisera, au plus tard sous un délai de 2 mois, par un organisme ou laboratoire agréé ou accrédité, une nouvelle mesure sur les PFAS dans les rejets d'eaux résiduelles issues du bassin n° 4 avant rejet en Seine afin de s'assurer que le dispositif au charbon actif capte les PFAS avant rejet en Seine. Le rapport d'analyse sera transmis à l'inspection dès réception et précisera les limites de quantifications pour tous les paramètres (AOF et PFAS).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>La transmission des résultats a bien été réalisée dans l'outil GIDAF par l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Porter à connaissance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 1.5.1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, nouvelles activités : déchetterie rubrique 2710</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>

Constats :

L'inspection a été destinataire d'un porter-à-connaissance le 29 septembre 2023, relatif notamment à la mise en place d'une activité dite « déchetterie » sous la rubrique n° 2710-2 pour accueillir les déchets des professionnels du BTP sur une parcelle voisine (hors périmètre ICPE actuel) et d'une activité de traitement du plâtre sous la rubrique n° 2791 sur le site existant. Ce porter à connaissance a fait l'objet de demandes de complément sans réponse, à ce jour.

L'inspection n'a pas constaté le jour de la visite, de nouvelles activités ou des activités qui pourraient être classées au titre des installations classées en dehors ou dans le périmètre ICPE.

Le jour de la visite, l'inspection a constaté que le volume de déchets non dangereux présent dans les installations de la déchetterie (alvéole de stockage de déchets non dangereux, local gardien, pont bascule...) reste inférieur au seuil de la déclaration fixé à 100 m³, à l'appui le registre des entrées (ouvert en avril 2024) qui indique 17 tonnes de déchets en stock. L'exploitant confirme la faible fréquentation de son site (1 à 2 professionnels par mois) et précise avoir signé un contrat à la date du 5 octobre 2023 avec Valobat l'éco-organisme agréé sur la filière des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment (« PMCB »). Toutefois, les installations sont dimensionnées pour accueillir un volume de déchets non dangereux supérieur ou égale à 100 m³ mais inférieur à 300 m³, classant l'activité sous le régime de la déclaration.

La déchetterie est accessible par la rue Blaise Pascal et fermée par un portail en dehors des heures d'ouverture (du lundi au vendredi de 7h30-12h et 13h-16h30) affichées à l'entrée. Un poteau incendie est également positionné à proximité du local gardien de la déchetterie. Par contre, aucun dispositif de gestion des eaux pluviales de la zone (séparateur à hydrocarbures, bassin de rétention...) n'est mis en place.

Il est rappelé les dispositions de l'article 5 annexées à l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) stipule que « *Toutes dispositions sont prises pour éviter l'entrée des eaux de ruissellement et l'accumulation des eaux pluviales à l'intérieur de l'installation.* »

L'exploitant précise également que l'activité de traitement du plâtre prévue initialement dans le hangar est abandonnée pour des raisons de sécurité, la structure du bâtiment est trop fragile pour cette activité (en cas de choc avec des engins). L'exploitant envisage désormais d'installer cette activité « plâtres » au nord-est du site le long de la Seine, à proximité de la déchetterie en dehors du périmètre ICPE actuel.

La construction d'un nouveau bâtiment administratif n'est plus à l'ordre du jour selon les dires de l'exploitant.

Enfin, l'inspection a constaté la présence d'un tas de déchets de plâtres. Après la visite, l'exploitant a procédé à l'évacuation des déchets de plâtres dans une filière dûment autorisée, preuve à l'appui les bons d'enlèvement (transmis par courriel du 27 septembre et 15 octobre 2024) et dont la totalité sera évacuée pour la fin du mois d'octobre 2024 selon les dires de l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 4 : l'exploitant transmettra à l'inspection au plus tard sous un délai d'un mois un nouveau porter-à-connaissance comportant les réponses aux demandes transmises par courriel du 1 mars 2024 (détermination des capacités de traitement du plâtre, actualisation de l'étude risque sanitaire et les actions envisagées pour limiter les envols de poussières...) suite à l'instruction du porter-à-connaissance en date du 29 septembre 2023 et les dernières modifications (déplacement de l'activité "plâtres", l'abandon de la construction d'un bâtiment administratif...) évoquées lors de la présente inspection. Il devra également prévoir un dispositif de gestion des eaux pluviales susceptibles d'être polluées ou non.

Ce dernier remplacera et annulera le précédent du 29 septembre 2023.

Demande n° 5 : l'exploitant doit transmettre à l'inspection au plus tard sous un délai d'un mois, les derniers bons d'enlèvements de plâtre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Eaux pluviales internes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 4.3.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des lagunes de stockage d'eaux de ruissellement

Prescription contrôlée :

Les lagunes 1, 2 et 3 sont considérées comme les lagunes de stockage d'eaux de ruissellement ; elles sont équipées, en sortie, d'un séparateur à hydrocarbures, chacun vérifié semestriellement, nettoyé et vidangé autant que nécessaire et au minimum 1 fois par an, conformément au point 4.3.6 des présentes prescriptions. Les vérifications (date, constat, mesure à prendre le cas échéant) sont consignées dans un registre de suivi tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

La lagune 1 est vérifiée semestriellement, nettoyée et vidangée autant que nécessaire et au minimum une fois par an afin de la vider des fractions fines des eaux de ruissellement qui ont décanté dans ce bassin. Les lagunes 2 et 3 sont quant à elles vérifiées semestriellement, nettoyées et vidangées autant que nécessaire et au minimum tous les 2 ans. Les vérifications (date, constat, mesure à prendre le cas échéant) sont consignées dans un registre de suivi tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Les eaux contenues dans la lagune 4 sont utilisées dans le procédé de lavage des terres et déchets. En cas de trop plein de la lagune 4, les eaux peuvent être rejetées en Seine, selon les modalités indiquées aux articles 4.3.7 à 4.3.11 des présentes prescriptions.

Les eaux pluviales pouvant s'accumuler dans les zones de stockage des matériaux ou les voiries à proximité du hangar sont collectés par un dispositif permanent permettant de les évacuer et de les traiter au même titre que les eaux de procédé de lavage des terres et déchets.

Les eaux pluviales entrées en contact avec les terres et déchets non inertes sont collectées et traitées au même titre que les eaux de procédé de lavage des terres et déchets. A noter que les terres et déchets dangereux sont stockés en zones couvertes (article 8.2.2 des présentes prescriptions).

Le séparateur à hydrocarbures, en amont du bassin de collecte des eaux de ruissellement sur la zone casiers/transit de matériaux de type 1- et 2, est vérifié semestriellement, nettoyé et vidangé autant que nécessaire et au minimum une fois par an, conformément au point 4.3.6 des présentes prescriptions. Le bassin de collecte est vérifié semestriellement, nettoyé et vidangé autant que nécessaire et au minimum une fois par an afin de le vider des fractions fines des eaux de ruissellement qui ont décanté dans ce bassin.

Constats :

L'exploitant présente son registre (numérique) de suivi d'entretien des lagunes de stockage d'eaux de ruissellement qui sont régulièrement curées et nettoyées, à savoir une fois par an pour la lagune n° 1 et tous les 2 ans pour les lagunes n° 2 et 3 (dernier en 2022). Les séparateurs à hydrocarbures sont nettoyés au moins une fois par an, preuve à l'appui les bons d'intervention. Il n'y a pas de bordereaux de suivi de déchets, car les déchets issus du curage sont traités sur place dans le process du site. La qualité, étanchéité et l'état de la lagune n° 1 comme celle du nouveau bassin n° 5 ont été vérifiés visuellement le 1^{er} août 2024 et ne font pas état de dommage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

demande n° 6 : l'exploitant doit au plus tard avant le 31 décembre 2024 procéder au curage et nettoyage des lagunes n° 2 et 3.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois